

La parole aux mères voilées : « Ça me rend malade »

18 OCTOBRE 2019 PAR RACHIDA EL AZZOUZI, LOUISE FESSARD ET FAÏZA ZEROUALA

Depuis une semaine, les mères accompagnatrices de sorties scolaires qui portent le voile sont au centre du débat public. Mediapart donne la parole à ces femmes pour qu'elles racontent elles-mêmes comment elles vivent le fait que leur pratique religieuse fasse l'objet d'une énième discorde et comprendre comment elles vivent cette nouvelle remise en question de la manifestation visible de leur foi.

Elles sont les silencieuses d'un débat qui les concerne au premier chef. Depuis une semaine, les plateaux télé et les séances de questions au gouvernement sont le théâtre d'une énième polémique sur les femmes qui portent le voile et accompagnent des enfants lors de sorties scolaires, sans que celles-ci n'aient l'espace de s'exprimer. *Libération* a compté : en une semaine, 85 débats ont été organisés sur les chaînes d'info, avec 286 invité[-e]s et zéro portant le voile.

Tout a démarré lorsqu'un élu RN a voulu interdire à l'une d'elles d'assister à une assemblée du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre d'une sortie scolaire – agressée verbalement, humiliée devant son fils et ses camarades, celle-ci a depuis annoncé porter plainte pour « *des violences commises en réunion par personnes dépositaires de l'autorité publique sur mineur et majeur à caractère racial* ».

Par ailleurs, le 14 octobre, deux mères de famille portant le voile se sont fait refouler sans raison à l'entrée d'un centre de secours des pompiers, dans l'Oise, alors qu'elles accompagnaient aussi une sortie scolaire (de maternelle).

La fièvre ne retombe pas quand bien même aucune modification législative ne semblerait à l'ordre du jour – malgré la nouvelle tentative du député LR Éric Ciotti, qui a (re)déposé une proposition de loi.

Alors que LREM se fracture, alors que le directeur adjoint de la direction du *Figaro* peut se sentir assez décomplexé pour affirmer sur LCI qu'il « *déteste la religion musulmane* » et qu'il descend du bus quand une femme voilée y monte, alors que l'animateur de LCI Olivier Galzi peut comparer le voile à un uniforme SS sans sourciller, Mediapart a souhaité donner la parole aux premières intéressées : comment ces femmes portant le voile, habituées des sorties scolaires, vivent-elles cette énième remise en question de leurs droits et de la manifestation visible de leur foi ?

Lina, comme toutes les femmes interrogées, s'est identifiée à la mère prise à partie par l'élue du Rassemblement national. « *C'était violent, humiliant mais pas juste pour elle. Ça nous touche toutes. Elle a été placée dans une position où on a fait du mal à son enfant à travers elle. Et ne pas être en capacité de le protéger, c'est terrible.* »

À 32 ans, cette assistante sociale dans le Val-d'Oise, mère de trois enfants de 9, 7 et 3 ans, se définit comme une « *grande adepte* » des sorties scolaires. Elle porte le voile depuis sept ans après avoir mûri dans son cheminement spirituel et accumulé les lectures. Chaque jour, avant d'arriver au travail, Lina se découvre la tête. Et remet son foulard sitôt sa journée finie. Même si elle a choisi de poursuivre son activité professionnelle, elle s'arrange toujours pour poser un jour de congé afin d'accompagner ses enfants quand l'école en a besoin.

Elle remarque aussi que les mères voilées – elle habite une ville populaire où la population de confession musulmane est assez importante – « *sont sollicitées en premier car les enseignants estiment qu'on a le temps, comme les chances qu'on travaille avec notre voile sont minces. Il y a quelques années, un directeur d'école avait claironné être tranquille : "J'ai mes petites mamans, je sais que j'aurai du monde pour les sorties."* » Même chose pour les kermesses au cours desquelles ces mères se voient demander de confectionner les gâteaux.

Randa, 31 ans, mère de deux enfants juge la polémique totalement choquante et déconnectée de la réalité. Elle accompagne régulièrement les sorties de ses deux enfants de 4 et 6 ans, scolarisés dans un quartier populaire de Marseille (3^e arrondissement), et n'a jamais eu de réflexion ni des enseignants – « *au contraire* » –, ni des intervenants au musée, à la bibliothèque ou encore au centre équestre.

Dans son école, la majorité des accompagnatrices sont voilées, non par absence de mixité au sein de l'école mais parce qu'« *elles sont plus intéressées à l'école que d'autres parents* », juge-t-elle.

Khadidja, 35 ans, trois enfants, habite Roubaix, une ville où la population maghrébine et la proportion de femmes voilées sont très importantes. Ses enfants ont entre 7 et 10 ans. « *L'équipe pédagogique m'a clairement cataloguée "maman voilée qui fait des enfants et qui reste à la maison". Je le vois, je le sens. Je l'ai vu dès la première année de maternelle sur le visage de la maîtresse de mon aîné et j'en souffre encore beaucoup. Quand ils voient que mes enfants parlent bien, que j'ai un bagage universitaire, le regard change un peu mais je reste dans cette case avec laquelle je dois composer.* »

Elle est souvent réquisitionnée. « *Ici, cela ne pose pas de problème, les mères voilées. Bien sûr que des maîtresses sont contre le foulard mais en même temps, elles sont bien obligées de composer avec nous, sinon elles ne peuvent pas organiser de sorties, surtout dans une ville comme Roubaix. Parfois, on est même harcelées pour participer alors qu'on n'en a pas envie.* »

Isabelle, mère de cinq enfants, 39 ans, de Villeurbanne, a elle aussi participé à de très nombreuses sorties scolaires pour ses cinq enfants. Elle sait que le fait qu'elle ne travaille pas fait d'elle une candidate idéale aux yeux des enseignants, voile ou non. Il y a cinq ans, elle se souvient d'avoir dépanné la professeure de sa fille pour accompagner une sortie rugby. À l'époque, enceinte de son dernier, elle est à la fin de sa grossesse. Malgré la fatigue inhérente à son état, elle s'est dévouée pour dépanner la maîtresse.

D'où le sentiment d'injustice encore plus fort chez elle. À l'évocation de cette polémique, elle soupire, d'autant plus peinée et lasse que les nombreuses sorties auxquelles elle a pris part se sont parfaitement déroulées. « *Comme la dernière sortie que j'ai faite à la fin de l'année*

scolaire au cirque... Sur quatre mamans, nous étions deux à être voilées. Les enfants ne font aucune différence, on reflète la population de la société. Ils croisent bien des femmes qui portent le voile et nous on y va en tant que mères, pas en tant que musulmanes. Pour eux, on est juste la maman d'Unetelle ou Untel. »

Discriminations insidieuses et récurrentes

La question des accompagnatrices s'est déjà posée en mai 2019, lorsque des amendements visant à interdire durant ces sorties les signes religieux – donc le voile – ont été déposés par députés et sénateurs (à l'occasion de la loi pour une école de la confiance). Comme ils ont été rejetés, Isabelle pensait pouvoir souffler.

Lina rapporte que dans son école la réaction « à vif » des mères concernées, « *attaquées dans leur rôle de mères* », a été de décréter une grève de l'accompagnement et des gâteaux. Elles se sont vite ravisées, ne souhaitant pas compromettre leur relation avec l'école (« *une clé de la réussite* »), que leurs enfants pâtissent de débats qui les dépassent.

Pour être davantage rassurées, les mères concernées ont saisi l'association de parents d'élèves pour demander, au cas où, quelle était la position de l'équipe enseignante sur le sujet. « *Elle nous a dit qu'elle ne soutenait pas une interdiction et que toutes les mamans disponibles et volontaires pourraient accompagner les sorties.* » Une fois, une directrice s'est étonnée qu'elle ait une activité professionnelle. « *Elle m'a regardée et m'a dit : "Vous, vous travaillez ? Mais vous y arrivez ?" En montrant ma tête, surprise que cela puisse être le cas.* »

Pourtant, il n'a jamais été question de sacrifier sa carrière ou sa pratique religieuse. « *J'ai fait le choix d'être fonctionnaire, je savais qu'en arrivant au travail je devrais enlever mon voile. Ça m'est arrivé de porter un turban au début mais j'ai cessé à la suite de remarques désagréables de collègues femmes. Je l'ôte à la dernière minute, j'ai l'impression d'avoir une double personnalité, mais j'exerce le métier pour lequel j'ai étudié et que j'aime.* »

Coiffeuse à temps partiel dans un salon du centre-ville, Randa a pour sa part l'habitude des réactions méfiantes des clientes « *en majorité françaises* » face à son foulard. « *Elles hésitent à vous parler, puis elles comprennent qu'on est des gens normaux, qu'on est cool, qu'on peut discuter, rigoler, qu'on n'est pas soumises* », dit Randa.

À l'école de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), Fatima, 39 ans, a toujours accompagné les sorties scolaires de ses quatre enfants, aujourd'hui au collège et au lycée. En prenant des congés, alors qu'elle travaillait au service clients d'une enseigne de produits électroménagers et parfois après avoir dû rappeler la loi au directeur ou à la directrice de l'école. « *D'une année sur l'autre, on ne savait pas comment on allait être reçues*, dit-elle. *Parfois sans aucun problème, et parfois le directeur ou la directrice nous répondait qu'il n'y avait plus de place, qu'il faudrait enlever le voile pour aller dans tel endroit. Moi, la plupart du temps, c'était accepté, mais d'autres mamans, qui n'arrivaient pas à bien s'exprimer en français, se voyaient refuser les sorties.* »

Elle se souvient d'une première « *déferlante* » après la circulaire de Luc Chatel, abrogée depuis, demandant en 2012 que les mères accompagnant les sorties scolaires ne portent pas

de « signes religieux ostentatoires ». « Ça a été le pire : pour une journée porte ouverte, la directrice de l'école maternelle n'a pas voulu me laisser entrer, elle m'a demandé de retirer le voile : "Ne vous inquiétez pas, il n'y a qu'un ou deux papas." Les gens mélangeaient tout. À la mairie, on me disait que je ne pouvais pas entrer car c'était un lieu public, pareil dans une banque. »

Mais malgré « les rapports de confiance » qu'elle a noués avec l'équipe pédagogique, Isabelle a toujours un peu peur d'accepter les sorties au cas où il y aurait un incident avec son voile. « On ne sort évidemment pas en se disant que ça va nous arriver, mais si c'était le cas, ce serait traumatisant pour les enfants qui ne savent pas forcément faire la part des choses dans ce climat délétère. Ils ne comprendraient pas que je ne puisse plus participer à des sorties scolaires », explique-t-elle.

Tourya, 36 ans, a été bouleversée par l'humiliation de Fatima par des élus RN au conseil régional de Franche-Comté-Bourgogne. L'épisode a réveillé un sentiment de rejet, déjà vécu en 2017 en tant que parent d'élève. Mère de trois garçons, âgés de 8 à 15 ans, Tourya les a toujours accompagnés en sorties scolaires. Sans que son voile pose aucun problème, même si la famille vivait alors dans une commune du Sud-Est dirigée par un élu d'extrême droite. Elle se souvient au contraire du soutien des maîtresses au moment des attentats de Paris en 2015 : « On sait que c'est vous qui allez être visées. »

Mais lorsqu'elle a voulu poursuivre cet engagement au collège pour son aîné, elle se serait vu refuser de siéger au conseil d'administration, bien qu'elle ait été élue comme déléguée des parents d'élèves. « Un matin, la présidente de la fédération des parents d'élèves m'a gentiment dit sur le trottoir devant le collège que le principal ne souhaitait pas que je participe à la réunion en raison du port de mon voile, raconte Tourya, encore choquée. On n'imagine pas l'impact sur la famille. On se sent rejetés, alors qu'on inculque les valeurs de la République à nos enfants. »

Selon son récit, elle a alors été renvoyée à des clichés sur la femme voilée. « Quand j'ai appelé le collège pour avoir des explications, pour préciser que, selon la charte de la laïcité, le principe de neutralité ne s'appliquait pas aux parents d'élèves, la secrétaire m'a répondu : "Vous êtes sûre que c'est écrit en français ?" Comme si parce qu'on a un voile, on n'avait pas de cerveau. Le directeur, lui, m'a dit : "Je ne suis pas raciste, nous recevons des mamans voilées pour des cours de soutien aux immigrés." »

Sabah Kadi, 37 ans, mère de cinq enfants de 5 à 13 ans à Clichy-sous-Bois, a quant à elle hésité à témoigner car elle ne souhaite pas alimenter un débat de plus en plus irrationnel. Très investie dans la scolarité de ses enfants, elle est élue parent d'élève au collège où est scolarisée sa fille, et elle explique ne pas être dupe. « Le corps enseignant est pragmatique et sait s'adapter. Évidemment, les mères voilées ont moins de contraintes professionnelles faute de pouvoir travailler, donc elles sont acceptées en règle générale. »

Elle se remémore avoir ferrailé avec un enseignant il y a dix ans lorsque sa fille venait d'entrer en maternelle. Il ne sélectionnait jamais de mères portant le voile pour les sorties scolaires même si elles étaient volontaires. Et celles-ci ne se plaignaient jamais, rapporte Sabah. « J'ai su par hasard grâce à une ATSEM [agent des écoles – ndlr] qu'il écrémait et refusait les mères portant un foulard. Ces dernières le savaient mais trouvaient ça normal.

Elles considéraient juste qu'il n'était pas gentil. Je leur ai dit qu'il ne s'agissait pas de gentillesse mais de loi, et qu'en l'occurrence il allait à son encontre. Je l'ai alors interpellé. Il a revendiqué de ne jamais les solliciter en raison de la laïcité. Je lui ai rappelé la définition de la loi. Cette altercation a été vive mais respectueuse. Puis il a fini par changer d'avis », raconte-t-elle.

Avec ces polémiques, « ils facilitent la tâche de recruteurs terroristes »

Les enfants, évidemment, ne restent pas imperméables au débat. La fille aînée de Sabah lui a ainsi demandé avec un fond d'inquiétude : « *Est-ce que tu vas continuer à venir ?* » Sabah explique n'avoir pas été surprise par l'altercation provoquée par l'élue RN. « *Cela fait vingt ans que je porte ce foulard, je suis blasée de ce qu'il se passe. Cette femme m'a impressionnée, elle a su garder son calme et a montré sa dignité. C'est difficile à vivre cette humiliation.* » Elle est bien placée pour le savoir, qui a déjà dû affronter l'islamophobie : en 2008, elle avait fait face à un refus d'inscription à l'auto-école en raison de son voile.

Avec certains membres du corps professoral, elle a souvent ressenti une condescendance insidieuse. Et sent aussi certains regards désapprobateurs de parents d'élèves. Tout est devenu normal, « *cela fait peur* », glisse-t-elle.

« *Je ne porte pas l'objet de mon malheur sur ma tête* », insiste encore Sabah Kadi, qui précise avoir choisi de se couvrir la tête l'année de ses dix-huit ans. Pour elle, l'unique enjeu du débat est le respect de l'égalité. Lasse de cette « dé-personnification », elle espère que les personnes agacées par ces polémiques vont « *se réveiller et que la société va cesser de s'enflammer sur ce bout de tissu* ». Isabelle, elle, fustige « *un faux problème* », regrettant que l'on prête de mauvaises intentions aux femmes musulmanes.

Née en Seine-Saint-Denis, Fatima a grandi dans un quartier « *avec des Arabes, des Juifs, des Portugais* ». « *Donc j'ai compris depuis que je suis petite que l'autre, ce n'est pas moi,* explique-t-elle. *C'est pour cela que je ne comprends pas quand on dit que la tolérance, c'est se faire violence pour accepter l'autre. Pour moi, l'autre existe par essence. On a tout à fait le droit de ne pas être d'accord avec le voile et de le combattre, mais qu'ils me respectent dans mon individualité.* »

Aujourd'hui à la recherche d'emploi, Fatima a suivi une formation de monitrice d'auto-école, qu'elle a elle-même financée, pour pouvoir travailler avec son voile. « *Mais j'ai du mal à trouver... À Pôle emploi, on m'a conseillé de le retirer. Mais je n'ai pas payé 5 000 euros de ma poche pour rien !* »

Vivre dans une ville où la population musulmane est concentrée a un revers : « *Une ghettoïsation se crée, un entre-soi,* constate Khadidja, arrivée en France à l'âge de 6 ans d'un village reculé du Maroc. *Dans l'école de mes enfants, située dans le centre de Roubaix, il y a peu de mixité et d'année en année, la situation empire, alors qu'il y a dix ans, la mixité était bien réelle. Beaucoup de familles "blanches" demandent des dérogations pour mettre leur enfant dans l'école publique réputée du quartier le plus riche de Roubaix. Résultat : à la sortie de l'école de mes enfants, vous ne voyez que des femmes maghrébines, pour la plupart*

voilées, africaines et quand il y a des élèves blancs, ils sont tellement visibles dans ce décor, que cela nous questionne. »

Khadidja essaie de sortir de cet entre-soi imposé. Diplômée en sociologie, assistante sociale de profession, elle a choisi pour l'heure de ne pas travailler, de se consacrer à l'éducation de ses enfants. *« Je fais beaucoup d'activités avec eux à l'extérieur du quartier pour échapper à cette situation. Je les emmène à des concerts, à l'opéra mais les regards demeurent posés sur moi, interrogatifs. Ils ne sont pas forcément malveillants, même si parfois ils disent clairement : "Mais qu'est-ce qu'elle fout là dans notre territoire à l'opéra avec ses enfants ?" Je suis souvent la seule femme voilée et non blanche dans ce genre d'endroits. »*

De son côté, après avoir été soutenue par le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), Tourya (la déléguée des parents d'élèves en collège) avait fini par obtenir gain de cause, mais son fils a ensuite été renvoyé deux jours sans réel motif selon elle – *« pour des oublis de matériel scolaire »*. Elle a alors préféré le retirer du public pour le scolariser dans un établissement catholique du département voisin. *« Mon fils a perdu ses amis d'enfance et doit prendre le bus tôt le matin et tard le soir, il a été injustement puni et m'a reproché de m'être présentée comme parent d'élève, dit-elle. Ça a créé une crise familiale. »*

Cet épisode a découragé Tourya de se présenter aux élections de parents d'élèves pour ses deux autres enfants. Cette ancienne aide-comptable a depuis entamé un diplôme universitaire sur la laïcité et la pluralité religieuse à Sciences-Po Aix-en-Provence, afin de mieux connaître ses droits. Elle est également devenue référente d'une antenne locale du CCIF *« pour redonner confiance aux femmes voilées et leur dire qu'on a notre place en France »*.

Née au Maroc, ayant grandi en France de parents *« ayant rebâti la France »* et des arrière-grands-parents *« qui ont combattu pour la France »*, Tourya se sent profondément française. Mais l'image de cette mère prise à partie par l'élus RN remet tout en doute : *« On se dit qu'on ne veut plus de nous. » « Au lieu de prétendre nous rendre libres en nous ôtant nos voiles, en nous interdisant l'accès au travail, à la formation, aux loisirs, aux associations scolaires et même à l'accompagnement scolaire, je vous demande à vous, l'État français, les institutions éducatives, les associations, rendez-nous plutôt notre liberté et permettez-nous d'être enfin nous-mêmes et de nous épanouir pleinement dans notre pays »*, nous écrit-elle.

Le père de Lina est réunionnais, converti à l'islam, il est le seul musulman au sein de sa famille. Sa mère est algérienne. Petite, elle se rappelle avoir accompagné sa grand-mère paternelle à l'église. Elle aurait pu choisir d'embrasser le christianisme par ailleurs. Mais Lina a préféré tracer son propre chemin spirituel et explique avoir beaucoup lu sur la religion musulmane. Plus jeune, de par son prénom et son nom purement français, on lui servait à la cantine du porc malgré son refus d'en consommer.

Des années plus tard, elle a choisi de porter le voile. Son époux, d'origine algérienne, et sa famille l'ont dissuadée de sauter le pas. Car ce n'est pas répandu dans leur famille et tous craignaient que cela lui porte préjudice au travail et qu'elle essuie des remarques et regards désobligeants. *« Mon mari a peur de l'agression. En 2015 après les attentats, il craignait que je sorte car j'étais enceinte et ça l'inquiétait. Je ne suis pas peureuse du tout mais je commence à m'inquiéter. Ceux qui nous détestent expriment leur racisme et leur*

islamophobie à la télévision sans filtre. Ceux qui les regardent se sentent légitimés dans leur opinion qui est un délit. »

Ces débats récurrents, selon Lina, « *nourrissent ce qu'ils prétendent combattre. Ils disent vouloir combattre la haine, le sectarisme mais en réalité cela nous renferme sur nous-mêmes* ».

Rachida, 42 ans, mère de deux enfants de 7 et 8 ans, vit désormais en Suisse et abonde dans ce sens. Pour elle, ces débats infinis sont de parfaits terreaux pour la radicalisation. « *Avec ces discours, humiliations, ils sont en train de faciliter volontairement ou involontairement la tâche de recruteurs terroristes qui vont dire à leurs proies : "Vous avez vu comment ils vous traitent, vous français musulmans, vous êtes intégrés et voilà comment ils parlent de vos femmes, humilient vos enfants" ...* »

Zohra, 33 ans, vit à Paris et porte le voile depuis une dizaine d'années. Après une carrière interrompue, elle a repris des études et vient d'achever un master en chimie. Si elle n'est pas mère elle-même, Zohra accompagne souvent ses cinq neveux et nièces et ses trois petits cousins. Les sorties se sont toujours bien passées ou presque. Une seule fois, dans le XV^e arrondissement, quartier plutôt huppé, elle s'est sentie mal accueillie par une directrice. « *Elle a vu mon voile et m'a jeté le regard que nous connaissons bien qui disait : "Mais qu'est-ce qu'elle fait là ?"* »

Ces interactions suspicieuses, Zohra raconte en avoir connu pléthore. Lors d'un renouvellement de passeport, l'employé de la mairie lui a demandé comment elle est devenue française, supposant qu'elle ne l'était pas. Non seulement elle est née à Paris, mais c'était inscrit sur les documents.

La jeune femme a aussi vécu aux États-Unis et au Canada, où elle a découvert une bienveillance inédite. Lors d'une visite à la Trump Tower à New York (« *Je ne savais pas à l'époque* », dit-elle en riant), elle s'est ainsi étonnée de voir des femmes à la tête couverte y travailler. Sans que cela ne pose le moindre problème.

Quant à Rachida, qui est partie en Suisse il y a deux ans avec son mari, elle précise que ce n'est pas à cause du climat en France, mais souligne combien elle a été surprise d'être si bien accueillie outre-Léman, avec son « *petit voile discret* », en tant qu'aide-soignante pour une fondation privée à Lausanne. « *Je n'ai eu aucune réflexion, s'étonne-t-elle. Je suis plus apaisée maintenant en vivant à Lausanne. Quand je rentre en France pour voir ma famille, j'appréhende, j'ai toujours peur d'être prise à partie. J'évite de regarder les chaînes d'informations françaises, ça me rend malade.* »